

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING HAUTS-DE-FRANCE

10 RUE AUGUSTE BONAMY
60130 Saint-Just-En-Chaussée

Références : 2025.07.16_DS SMITH ST JUST_RAPPVI
Code AIOT : 0005101540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING HAUTS-DE-FRANCE implanté 10 RUE AUGUSTE BONAMY 60130 Saint-Just-en-Chaussée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING HAUTS-DE-FRANCE
- 10 RUE AUGUSTE BONAMY 60130 Saint-Just-en-Chaussée
- Code AIOT : 0005101540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DS SMITH PACKAGING est spécialisée, sur son site de Saint-Just-en-Chaussée, dans la

fabrication du carton ondulé multicouche. Le collage des couvertures et cannelures se fait avec de la colle fabriquée à partir d'amidon. Le carton est ensuite découpé et imprimé sur des machines multicouleurs. L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21 septembre 2011 et 19 mars 2021 réglementent les activités de la société DS SMITH PACKAGING. Un arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2013 régularise la situation administrative du site.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Cr d'Ip avec ob non signé	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Conditions d'utilisation, respect de la notice	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	(AQUAP 2007/01) Mode d'exploitation de générateur de vapeur	Autre du 18/10/2007, article Annexe A	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	(AQUAP 2007/01) Mode d'exploitation de générateur de vapeur	Autre du 18/10/2007, article Annexe B	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Accessoire de sécurité non conforme - soupape ATM	Arrêté Ministériel du 06/03/2025, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploitation conformément à la réglementation.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Plusieurs listes ont été présentées. Sur celles-ci il a été relevé les écarts suivants : Non conformité n° 1 : sur la forme : <ol style="list-style-type: none">1. il manque le régime de surveillance sur la liste "accu"2. il manque le type pour certain équipement de la liste "air" Remarque n° 1 : aucune date de mise à jour ne figure sur les listes présentées Non conformité n° 2 : sur le fond : <ol style="list-style-type: none">1. des équipements sont identifiés comme étant au chômage sans toutefois que l'exploitant ne justifie du respect du guide chômage (Décision BSERR n°21-036 du 20/12/21)2. lors de la visite sur site, il a été constaté l'exploitation d'équipements soumis au suivi en service selon l'AM du 20/11/2017 qui n'étaient pas recensés par l'exploitant. Il s'agit notamment des équipements suivants :<ul style="list-style-type: none">○ 2 dégazeurs de marque SARCO type 1808 situés en hauteur dans le local chaufferie○ groupe froid Carrier n°M2018000177 Remarque n° 2 : Au-delà de ces équipements, d'autres équipements pouvant être également soumis au suivi en service ont été relevés sans que toutes les informations nécessaires n'aient pu être relevées pour l'affirmer (manque de donnée sur la PS, le volume ou le type de fluide contenu).

<p>Il conviendra de justifier si ces équipements sont soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'AM du 20/11/2017. Il s'agit notamment des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2 équipements situés dans un espace grillagé au niveau du régulateur BHS (un récipient et une tuyauterie) ◦ groupes froid process <p><i>* Le relevé d'équipements non recensés ne se veut pas exhaustif. Il a été établi en fonction des lieux visités, des indications fournies par l'exploitant et de l'accessibilité des équipements.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non Conformité n°1 : Les listes d'équipements présentées ne sont pas conformes, certaines informations sont manquantes (cf. plus haut).</p> <p>Remarque n° 1 : une date de mise à jour de la liste permettait de connaître si les dates des Ip/Rp sont bien renseignées en fonction des derniers contrôles réalisés</p> <p>Non Conformité n°2 : Plusieurs équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 ne sont pas recensés dans la liste 6.III (cf. plus haut)</p> <p>Remarque n°2 : Il convient de fournir les caractéristiques des équipements susceptibles d'être soumis aux dispositions relatives au suivi en service des équipements sous pression (volume, pression de service, fluide contenu, type d'équipement) mentionnés ci-dessus. <i>Le cas échéant, il sera nécessaire d'en tirer les conséquences appropriées quant au suivi des équipements concernés.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dossiers des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>

<p>Constats :</p> <p>Non conformité n° 3 : des dossiers d'équipement ont été consultés. A cette occasion il a été relevé les écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ réservoir d'air SCHWEITZER n°928001 : absence de documentation concernant l'accessoire de sécurité ○ générateur de vapeur STEIN FASSEL n°F2614, PS 16 bar, année 1989 : absence de documentation concernant les accessoires de sécurité ○ séparateur de condensats BAVIERA, n°1697, année 2012, volume 24L, PS 20 bar : absence de documentation concernant l'accessoire de sécurité ○ ballon tampon WILO, n°4223305, volume 50L, pS 16bar, année 2019 : absence de la déclaration de conformité CE de l'équipement, absence de la notice, absence de documentation concernant l'accessoire de sécurité
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n° 3 : l'exploitant doit compléter les dossier des équipements avec les pièces susmentionnées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée :

Article 15

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

-1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

-2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
[...]

Constats :

Remarque n° 3 : pour les équipements suivant des défauts de périodicité de l'inspection périodique ont été relevés :

- pour l'équipement SCHWEITZER - n° 928001 :
 - la périodicité maximale entre chaque inspection périodique (4 ans) n'a pas été respectée entre 2013 et 2018. L'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer la raison
- pour le réservoir de marque Martre n°15374.12:
 - la périodicité maximale entre chaque inspection périodique (4 ans) n'a pas été respectée entre 2014 et 2025. L'exploitant n'a pas été en mesure d'en expliquer la raison

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Compte rendu d'inspection périodique comportant des observations non signé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Autre, Prise en considération des observations faites lors d'un contrôle
Prescription contrôlée : Article 17 de l'arrêté du 20 novembre 2017 I. L'inspection périodique est réalisée :- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Non conformité n° 4 : lors du contrôle du dossier de l'équipement SCHWEITZER n° 928001 il a été constaté que le compte rendu d'inspection du 18/03/2022 comportait des observations. L'exploitant n'a pas signé ce document et n'a pas été en mesure de justifier qu'une action corrective a été mise en place pour palier à l'observation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non conformité n° 4 : l'exploitant doit signer le compte rendu mentionnant une observation et apporter la justification de la prise en compte de celle-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conditions d'utilisation, respect de la notice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué.

Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.

Constats :

Non conformité n° 5 : lors de la consultation des dossiers d'équipements il a été constaté le non respect de la notice d'instructions pour :

1. Récipient SCHWEITZER - n° 928001 :
 - absence de fixation au sol,
 - purge (manuelle), sans tracabilité d'une purge journalière,
 - mauvais état du manomètre,
 - absence d'index à la PS
2. Générateur de vapeur : STEIN FASSEL - n° F2614
 - absence de tracabilité de la purge journalière des boues

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n° 5 : l'exploitant doit apporter les justificatifs de la prise en compte des notices d'instructions des équipements visés plus haut.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 5

I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.

Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.

Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.

II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.

Constats :

Non conformité n° 6 : pour les équipements soumis à DMS, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la reconnaissance d'aptitude requise pour son personnel de conduite de ces équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Non conformité n° 6 : l'exploitant doit formaliser la reconnaissance d'aptitude de son personnel de conduite des équipements soumis à DMS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : (AQUAP 2007/01) Mode d'exploitation de générateur de vapeur

Référence réglementaire : Autre du 18/10/2007, article Annexe A
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de la qualité d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A1. Généralités</p> <p>Les caractéristiques de qualité d'eau doivent être données explicitement dans la notice d'instructions.</p> <p>A défaut d'information explicite, les caractéristiques de qualité d'eau définies dans les normes EN 12953-10 et EN 12952-12 pourront être utilisées comme base dans la conception et l'exploitation des installations.</p> <p>Les consignes d'exploitation établies par l'exploitant (voir §8.1) doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les spécificités du process susceptibles de conduire à une altération de la qualité de l'eau, • les caractéristiques des moyens de traitement et de conditionnement de l'eau, • les analyses à effectuer ainsi que leur périodicité, • les emplacements d'échantillonnage représentatifs, • les méthodes d'analyse retenues, • les valeurs cibles de qualité d'eau à respecter, • la nature et le traitement des alarmes, • les modalités des enregistrements à réaliser. <p>A3. Surveillance de la qualité d'eau d'appoint</p> <p>Pour des vérifications de la chaudière espacées de moins de 24 heures, cette surveillance requiert au moins une analyse chimique, dont la périodicité est fonction de la stabilité observée de la qualité d'eau, sans toutefois dépasser une semaine.</p> <p>Dans les autres cas, ces analyses chimiques sont complétées par la surveillance en continu d'au moins un paramètre pertinent de l'eau traitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mesure du TH (eau adoucie ou décarbonatée), • mesure de la conductivité ou du TH (eau déminéralisée), • mesure directe ou indirecte du volume d'eau d'appoint (cas des circuits fermés). <p>Ce paramètre doit déclencher au moins un signal d'alarme, voire un ordre d'arrêt et verrouillage en fonction du résultat de l'analyse de risques spécifique au traitement de l'eau.</p> <p>A4. Surveillance du conditionnement d'eau</p> <p>Cette surveillance doit s'appuyer sur l'enregistrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des quantités de produits consommés, • des paramètres de réglage du dispositif de dosage.

<p>A5. Surveillance de la qualité d'eau d'alimentation La surveillance de la qualité d'eau d'alimentation doit comporter au moins une analyse chimique par semaine.</p> <p>A6. Surveillance de la qualité d'eau dans la chaudière en cas de production de vapeur Cette surveillance requiert au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse chimique dont la périodicité ne dépasse pas une semaine, • et, pour des vérifications sur le site d'installation de la chaudière espacées de plus de 24 heures, un dispositif de surveillance de la conductivité de l'eau qui doit déclencher au moins un signal d'alarme, voire une mise à l'arrêt avec verrouillage, en fonction du résultat de l'analyse de risques spécifique au traitement de l'eau. <p>A7. Suivi des analyses d'eau En cas de dépassement des valeurs prédéfinies, un plan d'action doit être mis en oeuvre et l'exploitant procède à des analyses d'eau quotidiennes au(x) point(s) pertinent(s) pour les paramètres concernés, jusqu'au retour à une situation normale.</p> <p>La mise en oeuvre du plan d'action doit être enregistrée et les conséquences pour l'intégrité et la sécurité de l'installation doivent être analysées par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité n° 7 : lors du contrôle du dossier du générateur de vapeur : STEIN FASSEL - n° F2614 il a été constaté que celui-ci est exploité selon l'AQUAP 2007/01. Ce mode d'exploitation réclame des contrôles de l'eau. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le suivi réalisé était suffisant. En effet, seuls 3 paramètres (TA, TAC et Conductivité) sont surveillés. De plus, les codes couleurs (rouge sur fond jaune) ne sont pas représentatives systématiquement d'un écart. A contrario quand le seuil est dépassé, la valeur est toujours avec le même code couleur. Enfin, la Conductivité est toujours supérieure (+ de 6540) au seuil défini (<6000). Pour ces écarts constatés, aucune action corrective n'est mentionnée dans le suivi des eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n° 7 : l'exploitant doit justifier du suivi des eaux de sa chaudière tel que prévu par la notice d'instruction et en fonction de son mode d'exploitation, ici SPHP selon AQUAP 2007/01.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : (AQUAP 2007/01) Mode d'exploitation de générateur de vapeur

Référence réglementaire : Autre du 18/10/2007, article Annexe B
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des dispositifs de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vérification périodique du dispositif de protection a pour but de s'assurer du bon fonctionnement de chaque limiteur, du ou des circuits de sécurité ainsi que des moyens de mise en sécurité et de verrouillage. Le maintien en mode d'exploitation sans présence humaine est</p>

subordonné au résultat satisfaisant de la vérification périodique.

B5.1. Type de vérification périodique

Chaque limiteur doit faire l'objet d'une vérification de type (1) en provoquant réellement le défaut afin de s'assurer de l'arrêt et du verrouillage de l'apport calorifique.

Lorsque l'arrêt ou le verrouillage de l'apport calorifique apporte des perturbations du process, il est autorisé de pratiquer une vérification de type (2) de chaque limiteur :

- après avoir vérifié les dispositions susceptibles d'influer sur le fonctionnement du limiteur, notamment l'absence d'obstruction au niveau des liaisons,
- en simulant le défaut ou l'effet du défaut, en accord avec les prescriptions de la notice d'utilisation,
- en constatant l'émission du signal vers l'actionneur.

La simulation dans le cadre de la vérification de type (2) :

- ne doit pas altérer le fonctionnement du limiteur testé,
- doit correspondre à un dépassement du signal dans la plage de fonctionnement du limiteur,
- doit être réalisée en masquant l'action de sécurité du limiteur, sans pouvoir masquer l'action simultanée de deux limiteurs et sans excéder 5 minutes,
- exige une vérification du retrait des masques avant la remise en service.

B5.2. Périodicité de vérification périodique

La périodicité entre deux vérifications :

- de type (1) ne peut excéder :
 - o 72 heures pour un limiteur de pression, de niveau d'eau très bas ou de température,
 - o 7 jours pour les autres limiteurs,
- de type (2) ne peut excéder 72 heures et les limiteurs concernés doivent être soumis à une vérification de type (1) avec une périodicité n'excédant pas 6 mois.

De plus, le dispositif de protection doit faire l'objet d'une vérification périodique de type (1) ou (2), à chaque démarrage de la chaudière.

Dans le cas des chaudières de récupération, le bon fonctionnement du ou des registres de dérivation du flux gazeux doit être vérifié au moins une fois par semaine par réalisation d'une action de mise en sécurité effective.

Constats :

Non conformité n° 8 : lors du contrôle du dossier du générateur de vapeur : STEIN FASSEL - n° F2614 il a été relevé que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des contrôles exigés par le point B5.2 de l'AQUAP 2007/01, à savoir les contrôles de type 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n° 8 : l'exploitant doit justifier du respect des contrôles requis pour le mode d'exploitation choisi, à savoir SPHP selon AQUAP 2007/01

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Accessoire de sécurité non conforme - soupape de marque ATM Instruments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, ATM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise à disposition sur le marché de soupapes de sécurité de marque « ATM Instruments » fabriquées depuis le 30 novembre 2013 est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité n° 9 : Lors de la viste de terrain, il a été constaté l'exploitation d'équipement disposant de soupape de marque ATM. Ces soupapes font l'objet d'un rappel visé par l'arrêté ministériel du 6 mars 2025 portant retrait du marché et rappel de soupapes de sécurité de la marque ATM Instruments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n° 9 : L'exploitant doit remplacer, sans délai, les soupapes concernées. Le cas échéant, il doit en mettre en place toutes les mesures nécessaires à l'exploitation de ses équipements avec des accessoires de sécurité conformes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois